

Macron : du sang et des larmes... pour la classe ouvrière

Mercredi 5 mars, Macron a agité la menace que les chars russes pourraient envahir la France à tout moment et qu'il fallait donc faire exploser les budgets militaires. Vraiment ? L'armée de Poutine, qui agresse et affronte le peuple ukrainien depuis trois ans au prix de centaines de milliers de morts des deux côtés, essaye de se tailler, au mépris des peuples, une zone tampon autour de ses frontières : elle n'en est pas à se porter demain aux portes de l'Allemagne ou de la France ! Sous prétexte de renforcer « nos » armées et augmenter « nos » budgets militaires, Macron a annoncé pour les jours à venir de « nouveaux choix budgétaires ». Traduire : tailler à coups de tronçonneuse dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture...

Une armée pour soutenir le peuple ukrainien ? Mensonge !

L'armée française pour défendre la liberté des peuples ? Les peuples qui ont eu affaire à elle, en particulier dans les anciennes colonies, avant et après leur indépendance, sont témoins de la brutalité avec laquelle elle a toujours défendu leurs oppresseurs ! Qui peut croire un seul instant que Macron, le soutien du génocidaire Netanyahou, celui qui a interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien, celui qui a réprimé violemment les manifestations de Gilets jaunes, se soucie un seul instant de la « liberté du peuple ukrainien » ? En réalité, comme Trump, il veut s'assurer pour le compte des entreprises françaises une part du gâteau dans le pillage des ressources en minerais ukrainiens.

Pour les travailleurs, la guerre sociale !

Pour l'heure, l'économie de guerre annoncée signifie pour les travailleurs une accentuation de la guerre sociale. Le président du Medef, Patrick Martin, évoque même la possibilité d'augmenter à long terme l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour « financer la défense ». Ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les travailleurs et travailleuses, tandis que les cours en bourse d'entreprises militaires comme Thales et Dassault prennent de la valeur. Macron n'a aucun problème à proposer d'augmenter les dépenses militaires de 2 à 3,5 % du PIB français. Les déficits ne sont plus un problème pour financer les marchands de mort.

Et concernant la guerre commerciale lancée par Trump, Macron a averti : « Cette décision [...] aura des conséquences dans certaines filières. » Autrement dit : préparez-vous à de nouveaux licenciements, à de nouvelles hausses de prix !

La frontière, c'est avec nos patrons !

Suite à cette allocution, les responsables politiques de gauche comme d'extrême droite ont affiché leur satisfaction, en expliquant qu'il était nécessaire de produire plus d'armes pour défendre les frontières. Eh bien non, l'armée des exploiters français ne défend pas les travailleurs. Notre classe n'a pas de patrie, la seule frontière qui vaille, c'est celle qui nous sépare de nos patrons et du gouvernement à leur service.

Heureusement, au vu du large succès des mobilisations du 8 mars samedi dernier et des mobilisations étudiantes dans les facs, on constate que les réactions aux politiques réactionnaires et austéritaires existent et qu'elles illustrent la capacité à mettre un stop à cette politique du tout pour la guerre.

Ni ici, ni en Ukraine, ni en Russie, ni aux États-Unis, les travailleurs et travailleuses n'ont quelque chose à attendre des décideurs au service des capitalistes. Face à cette fuite en avant militariste, les travailleurs et travailleuses doivent se battre contre la seule « menace » réelle pour eux : celle de cette société capitaliste, qui mène à toujours plus de guerre et d'exploitation !



DÉBAT : Féminisme et lutte de classe

Jeu 13 mars - 18H - Saulcy - UFR ALL

RASSEMBLEMENT : Solidarité Palestine

SAMEDI 15 MARS - 14h30 - RÉPUBLIQUE

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

 npa-revolutionnaires.org

 NPA Révolutionnaires Lorraine / NPA Jeunes Révolutionnaires Metz

EN BREF

Nouvelle affaire de violence gynécologique dans le Val-d'Oise

Sur plus de 10 ans de procédures, 133 femmes ont uni leur voix pour dénoncer les violences sexuelles qu'elles ont subi de la part d'un gynécologue de Domont. Celui-ci est accusé d'avoir agressé et violé durant toute sa carrière ses patientes dans le cadre de sa pratique médicale. Ces crimes et cas de maltraitements gynécologiques et obstétricaux ne sont pas isolés. Le sujet, qui reste tabou et fait l'objet d'une résistance des corporations professionnelles concernées marque l'emprise d'un patriarcat qui cherche à contrôler et soumettre le corps des femmes. Ces dernières prennent chaque année, à travers le monde, de plus en plus la parole pour les dénoncer et y mettre fin.

300 médecins en grève pour leur régularisation

Mercredi 5 mars, 300 praticiens diplômés hors de l'union Européenne ont commencé une grève de la faim pour demander leur régularisation. Ces médecins exercent des fonctions importantes au sein des hôpitaux, mais ils ne sont payés qu'au SMIC faute d'EVC, une équivalence des diplômes. Comme dans de nombreux secteurs, on profite de la main d'œuvre bon marché qu'apportent les étrangers tout en refusant de renouveler leurs titres de séjour. Encore une fois, l'immigration ne dérange pas tant que ça les capitalistes quand elle leur fournit de la main d'œuvre à bas prix.

Moselis : spéculation immobilière sur le dos de l'hôpital

En 2015, le CHR Bel-Air de Thionville vend au bailleur social Moselis trois de ses parcelles, d'une surface totale de 1,56 hectare, pour 450 000 euros. Elles devaient initialement permettre la construction d'un lotissement destiné à compenser la destruction de HLM dans le quartier des Côtes des Roses. Toutefois, rien n'en a été fait ! Pour se constituer des fonds, Moselis a revendu tel quel le terrain à la société SAS Sainte-Anne pour 1,7 million d'euros, soit une plus-value de 1,3 million. L'acquéreur, Georges Lucas, est par ailleurs gérant de multiples agences immobilières dans le département. À l'heure où les hôpitaux et les logements sociaux sont en difficulté, ils se retrouvent entre les mains avides de la spéculation foncière, avec l'aval complaisant des autorités municipales !

Les cancers professionnels pèsent lourd dans la balance

On a dénombré l'an dernier plus de 433 000 cancers dans le pays, en augmentation sur les années précédentes. Un pourcentage important de ces cancers est lié à la pratique d'une activité professionnelle. Selon l'Assurance-maladie de 16 % à 24 % des cancers découlent chaque année des conditions liées aux pratiques et conditions de travail, dans les usines, les champs, les bureaux, etc. Mais selon le Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle et environnementale (Giscop), une structure engagée dans la recherche et la sensibilisation sur les cancers liés au travail et à l'environnement, ces chiffres sont très largement sous-estimés. On peut estimer qu'en fait un tiers des cancers sont d'origine professionnelle et pourraient être évités si les précautions adéquates pour protéger les travailleurs étaient respectées. Mais en taillant à la hache dans le nombre d'inspecteurs du travail et en assouplissant sans cesse la législation anti-pollution et la sécurité, la classe dirigeante fait exactement le contraire.

Ludres : les salariés de B Braun en grève

Vendredi 28 février, les travailleurs du site logistique de B. Braun de Ludres, près de Nancy, se sont mis en grève pour de meilleures conditions de travail. Face à leurs revendications, l'entreprise de matériel médico-chirurgical justifie la multiplication des heures supplémentaires et la dégradation des conditions de travail par un surcroît d'activité et prétend mettre en place « des actions pour améliorer la situation ». Pour de meilleures conditions de travail et des meilleurs salaires, ce n'est que par l'organisation qu'ils peuvent gagner !

EHPAD : où se cache le personnel ?

Où sont passés les soignants en EHPAD ? Au gouvernement et dans les médias, on pointe la crise des vocations, les départs de soignants. De fait, il n'y a parfois presque plus de titulaires, et les remplaçants remplacent... d'autres remplaçants. Résultat : une charge mentale énorme pour celles et ceux qui restent et une dégradation des conditions de travail et d'accueil des résidents. Pourtant, les IFSI sont les premières formations choisies par les futurs étudiants sur Parcoursup ! Gabrielle Attal alors Premier Ministre nous rassurait : "On n'a pas de personnel caché dans les placards." Encore heureux... Quant à Bayrou, il promet une rallonge financière... ce qui n'engage que ceux qui y croient. En réalité, le manque de personnel n'est pas une fatalité : il suffit de payer et traiter correctement les gens. Mais visiblement, ce n'est pas dans les plans du ministère et des directions...

**Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! Une info à nous transmettre ? Ecris-nous :
npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com**